

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 108 (1963)
Heft: 5

Artikel: Cuba et la coexistence pacifique
Autor: Jaccard, Gaston
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343154>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

Rédaction-Direction: Colonel-brigadier Roger Masson

Rédacteur-Adjoint: Colonel EMG Georges Rapp

Administration: Lt-colonel Ernest Büetiger

Editeurs et expédition: Imprimeries Réunies S.A., av. Gare 39, Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. II 5209)

Annonces: Publicitas S.A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

ABONNEMENT: Suisse: 1 an Fr. 14.—; 6 mois Fr. 8.—

Etranger: 1 an Fr. 17.—; 6 mois Fr. 9.—

Prix du numéro: Fr. 1.50

Cuba et la coexistence pacifique

Depuis que Fidel Castro a pris le pouvoir à Cuba, cette île est devenue l'un des centres névralgiques de la politique internationale où se sont récemment affrontés les gouvernements de Moscou et de Washington. Epreuve de force qui a risqué, comme on le sait, de provoquer un conflit généralisé.

L'auteur de l'étude qui suit est une personnalité diplomatique qui fut chargée, au cours d'une brillante carrière, d'importantes missions, notamment en Amérique latine et qui, de ce fait, a eu l'occasion de se familiariser avec les divers aspects du problème de Cuba. A notre demande il a bien voulu l'exposer ici au profit de nos lecteurs.

(*Réd.*)

Si l'on en croit les porte-parole du Kremlin, la politique étrangère de l'U.R.S.S. postule et pratique la coexistence pacifique entre l'est et l'ouest, notion vite habillée en dogme par l'orthodoxie communiste, mais contestée et combattue par l'hérésie de Pékin. Ce que les doctrinaires communistes se gardent bien d'explicitier ce sont le sens, l'étendue et les modalités qu'ils prêtent à cette coexistence qualifiée généreusement de pacifique.

En réalité, la coexistence pacifique n'est ni plus ni moins qu'un simple état de choses qui résulte lui-même d'un cer-

tain équilibre de forces et de potentiel coextensif aux rapports interétatiques tels qu'ils se présentent à un moment donné. Dans sa complexité, cet état de choses a pour corollaire une infinité de situations possibles qui s'inscrivent entre deux limites extrêmes et antinomiques. Les relations optima se résument, selon le mot de Montesquieu, dans la volonté des Etats de se faire tout le bien possible pendant l'ère de paix. Il s'agit donc, dans cette hypothèse la plus favorable, d'une collaboration bienveillante et exempte de toute arrière-pensée. Aux antipodes, nous glissons très vite dans l'état de belligérance.

Une volonté ferme de coexistence pacifique aurait pour aboutissement logique, à la longue, une acceptation honnête et sans réserve des positions acquises de part et d'autre. Par voie de conséquence, il en découlerait la formation de zones d'influence entre puissances mondiales, l'établissement d'un équilibre de potentiels militaires et nucléaires et enfin la consolidation de cet équilibre en attendant mieux. A un échelon inférieur et plus traditionnel encore, règnerait le respect scrupuleux de la souveraineté d'autrui et la reconnaissance de cette souveraineté sous toutes ses formes et dans toutes ses implications.

L'affrontement spectaculaire des deux plus grandes puissances militaires à propos de Cuba et à Cuba nous propose un champ d'analyse propice à une conclusion sur la relativité de la notion de coexistence pacifique et sur l'équivoque que dégage son application.

Pour éclairer le débat, il convient de rappeler et de résumer à grands traits certaines péripéties de l'affaire cubaine et l'enchaînement des événements.

La perle des Antilles pourrait passer pour quelque paradis terrestre si l'on se bornait à évoquer son climat, sa fertilité, ses richesses et beautés naturelles, sa position géographique et même la prospérité enviable dont l'île jouissait jusqu'à ces toutes dernières années. Le revers de la médaille cubaine fut et reste son immaturité politique. Son émanci-

pation en 1898, n'a guère abouti qu'à un simple échange des tares de l'ère coloniale contre d'autres maux, presque indéradicables, tels que le « caudillisme », terme synonyme de concentration de la puissance politique et du pouvoir économique au profit d'une oligarchie restreinte, mais instable et enviée, dont le chef ou « Caudillo » doit être un homme à poigne autant qu'un distributeur d'innombrables prébendes.

Abstraction faite de quelques courts entractes, Cuba n'a guère connu qu'une série de dictatures alternant avec des « pronunciamientos ». La chute d'un de ces petits despotes, le général Machado, fut l'œuvre du sergent Batista. Au lieu d'ouvrir une ère de démocratisation, cette « révolution » engendra la plus longue dictature, de moins en moins bien tolérée par la nation. Aussi l'aventure hors série de ce jeune avocat, Fidel Castro, successivement condamné à mort, gracié, exilé et envahisseur levant l'étendard de la révolte, cet acte de « desperado » prit très vite les proportions d'une glorieuse épopée dans l'imagination si vive des Cubains, puis dans l'optique du continent américain et du monde entier lui-même.

Si la victoire, très spectaculaire aussi, de Fulgencio Batista sur Machado ressemble à celle de David sur Goliath, le triomphe de Castro s'apparente à la prise mystérieuse de Jéricho par les Israélites. Les remparts délabrés du régime s'effondrèrent davantage sous des proclamations vengeresses, libératrices et prometteuses, fulminées du haut de la Sierra Maestra, que par l'effort des armes et de l'action militante.

Que présageait, qu'annonçait ce mouvement, d'abord lent et incertain, puis irrésistible qui allait balayer l'île du levant au ponant et des campagnes aux cités? Castro sera-t-il un nouveau « caudillo » après tant d'autres? Non, il s'annonce lui-même comme le réformateur, le redresseur de torts de la nation. Car nationaliste, il l'est. Dans un programme en dix points, il exalte la démocratie, promet des élections libres et immédiates, garantit la propriété et la liberté d'entreprise, fait espérer une économie prospère et une réparti-

tion équitable des biens de production, grâce à une modernisation et à une réforme agraire. Rien à objecter, rien à raturer à l'avenir promis, qui rallie l'oligarchie, autant que la plèbe.

Castro, comme tous ses congénères latino-américains, est avant tout un nationaliste passionné. Qui dit nationalisme en Amérique sous-entend un mouvement bivalent: exaltation jusqu'à l'hystérie des caractéristiques et traditions nationales, dénigrement tout aussi féroce et systématique de ce qui est étranger et par étranger il faut comprendre ce qui est nord-américain au premier chef. Les Etats-Unis sont accusés d'être la cause et la source de tous les maux réels et imaginaires, dont se plaint la nation. Bien que, du haut de sa montagne, Castro ait protesté plus d'une fois de l'amour et de la gratitude que Cuba voue aux Etats-Unis, c'est néanmoins le puissant voisin qu'il choisit d'entrée de cause comme tête de Turc. Le déchaînement de son antiaméricanisme deviendra de plus en plus virulent, jusqu'à être justiciable de la seule psychiatrie. Ces marques d'hostilité verbales apparaissent très vite. Aux injures, calomnies et provocations, succèdent des actes caractéristiques autant que gratuits.

C'est ainsi que Castro fait enlever, en juin 1958, tout un groupe de « U. S. mariners » voyageant en touristes et sans armes bien entendu. Des hommes d'affaires, des directeurs d'entreprise américaines subissent le même sort et sont ranconnés.

Arrivé enfin au pouvoir (début 1959), Castro a pour premier souci de faire main-basse sur les capitaux, sociétés, entreprises américaines, en attendant de nationaliser à leur tour, tous les biens et intérêts étrangers, puis cubains.

Il fallut beaucoup trop de temps aux Etats-Unis pour se rendre à l'évidence et pour diagnostiquer utilement la nature de la nouvelle plaie qui s'abattait sur Cuba. Ce fut l'ambassadeur américain Earl Smith qui le premier sut flairer un complot communiste; il ne parvint cependant pas à convaincre ses supérieurs. Son successeur défendit au contraire la révo-

lution castriste, dans laquelle il lui plaisait de ne voir que les dehors réformistes et ce nationalisme déplorable mais peu insolite. Aussi Washington ne fit-il rien pour soutenir le gouvernement légal et de plus en plus chancelant. Il refusa aide et armes à Batista, appliquant strictement sa règle de non-intervention dans les affaires intérieures d'un pays latino-américain secoué par une révolte.

Et, à la vérité, l'aventure de Castro, à son point de départ, n'était guère autre chose qu'un acte de rébellion, fort hasardé il est vrai, visant à renverser Batista. Son succès était si problématique, qu'il eût été vain et téméraire d'afficher alors une doctrine politique arrêtée. Mieux valait émettre des promesses au fur et à mesure des besoins afin de rallier des partisans, de susciter la confiance, de gagner des appuis, de mobiliser l'opinion publique en un mot. Au demeurant, le très insignifiant parti communiste cubain sommeillait dans la quiétude que lui valait son « *modus vivendi* » conclu avec le régime Batista et son dédain doctrinaire pour tout amateurisme en matière de révolte et tout romantisme en politique. Les succès de plus en plus inattendus remportés par Castro et la perspective d'un triomphe spectaculaire des hommes de la Sierra Maestra changèrent la réserve hostile des communistes en un zèle brûlant. Le moment parut venu d'influencer et d'appuyer ce mouvement nationaliste et antiaméricain, de capter sa confiance et de l'absorber finalement. N'est-ce pas la pratique constante du communisme mondial que de noyauter, pénétrer et diriger toute tendance nationaliste, sous ses innombrables aspects (anticolonialisme, antiaméricanisme, racisme, etc.), propre à affaiblir le monde occidental? L'occasion était mûre à Cuba. La jonction Castro-Soviet fut scellée dans le secret de la Sierra, où les communistes envoyèrent un de leurs plus brillants dialecticiens. Celui-ci, un nommé Rodriguez, ne tarda pas à adopter la barbe de Castro durant son séjour agreste, cependant que Castro adoptait pour son compte l'allégeance communiste.

Le pacte qui unit désormais l'apprenti sorcier à ses maîtres

en magie fut gardé secret, tout d'abord, pour n'être exposé dans la suite que par bribes et lambeaux, toute l'opération d'envoûtement de l'opinion publique étant conduite avec une cautele et une habileté suprême dans la gradation des effets. Dans le cercle des intimes et parmi les premiers initiés, la révélation du pacte fit sensation et provoqua des réactions souvent hostiles. Plusieurs parmi les plus fidèles barbus s'insurgèrent et ce fut au prix d'une première purge que l'alignement put être conservé. Face à la nation et au monde extérieur, Castro sut longtemps jouer en maître de l'équivoque et du quiproquo. Un à un, il retira les masques dont il s'était plu à se déguiser. En 1960, il fit encore à Washington et personnellement une tentative de marchandage-chantage, dont l'échec instantané ne fit qu'accélérer le cours désormais arrêté des événements

Parallèlement à cette palinodie, la promotion du communisme à Cuba se réalisa subrepticement et par touches insensibles, au début. L'appareil communiste, aussi bien que les méthodes communistes furent montés à la manière d'une maison préfabriquée. Réforme agraire, puis réforme urbaine, nationalisation, confiscations, constituèrent l'assiette économique; le monopole étatique de la presse, radio et télévision assit le pouvoir du régime sur l'information et l'opinion, complété par la campagne d'alphabétisation et d'endoctrinement populaire. L'implantation d'une « guépéou » (G. 2), d'une milice populaire, de formations paramilitaires, de cours martiales, de camps de travail, pénitenciers et prisons additionnelles (des dizaines de milliers de reclus politiques furent envoyés dans les marais de Cienaga, de Zapata, à la « Isla de Pinos, » etc.), la répression sommaire, avec ou sans jugement, assura à la nouvelle dictature le pouvoir dans la terreur. L'introduction du monopole du commerce extérieur et du contrôle des changes fit passer ce qui restait de la propriété privée aux mains de l'Etat avec ses séquelles de confiscation des métaux précieux et des devises étrangères, sa dévaluation et sa réforme monétaires de nature spoliatrice. Enfin, pour

couronner ce monument de tyrannie, la « patria potestas » fut écrasée sous le coup d'un décret, en octobre 1961. Désormais l'enfant cubain, comme l'enfant spartiate, est soustrait à ses parents dès qu'il sait marcher.

Toutes ces mesures furent mises en place dans un ordre parfait et avec une maîtrise enviable dès 1959 et dans le courant des années subséquentes, entraînant très vite derrière elles le cortège de l'appauvrissement général, du rationnement des biens, de la pénurie endémique, de l'incertitude du lendemain et de la terreur de l'autorité. A l'exil politique du début, succéda l'exode et la fuite, par tous les moyens et pour toutes sortes de raisons, de milliers et de milliers de Cubains.

Cette transformation, stupéfiante de perfection et d'efficacité, d'une typique république latino-américaine en un Etat satellite est le résultat exclusif de l'intervention de l'U.R.S.S., assistée de ses brillants seconds, Tchèques et Allemands, entre autres. Ce qu'il est essentiel de souligner, c'est que l'introduction et l'emprise du communisme à Cuba est le fait de l'URSS., que l'île est devenue sa conquête idéologique, son fief politique, sa province économique (fort coûteuse au demeurant) et sa tête de pont sur le continent américain, désormais aussi vulnérable à une action militaire qu'aux entreprises de subversion.

Avant l'année 1959, l'armée cubaine était numériquement et techniquement sans importance, son rôle l'apparentant davantage à une garde prétorienne qu'à une force de portée internationale. Lorsque triomphe la révolution castriste et dès que l'U.R.S.S. la prend en main, tout change : on procède d'abord à une levée en masse de la jeunesse des deux sexes et des milieux adultes supposés favorables. Ainsi se constitue sous le nom de milice une force et un réservoir de conscrits où il suffira de puiser les cadres et les formations plus solides. D'abord pourvue de fusils et de mitraillettes par la munificence tchèque et soviétique, l'armée en formation est bientôt dotée d'artillerie de tous calibres et de tous les types, de

moyens de transport et de traction, de chars, d'appareils de télécommunication et finalement d'avions modernes. L'entraînement se poursuit et se ramifie en spécialités grâce à une double méthode: envoi de missions militaires soviétiques et autres à Cuba et entraînement en U.R.S.S. et en Tchécoslovaquie de spécialistes cubains, pilotes, etc.

La préparation militaire et l'armement de Cuba reçoivent une impulsion accélérée consécutivement à la tentative avortée de débarquement d'avril 1961. La confusion des esprits, la baisse momentanée du prestige américain et l'ascendant regagné d'un coup par Castro autorisent toutes les audaces. C'est à compter de ce moment que l'on procède à Cuba à des travaux d'aménagement ultra-secrets, tels qu'emplacements d'artillerie, bases aériennes et navales. C'est en 1961 qu'est installée aussi la première rampe de lancement, destinée à des fusées de faible rayon d'action, il faut le reconnaître. En un mot comme en cent, en comparativement peu de temps, surgit du néant une armée cubaine qui est aujourd'hui la seconde force de l'hémisphère américain, la première étant celle des Etats-Unis, bien entendu.

A lui tout seul ce fait suffirait à établir d'une manière irréfutable la mainmise de l'U.R.S.S. sur une région vitale du continent américain. A lui seul, sans tenir même compte de la pénétration idéologique, économique et politique du communisme à Cuba, cet armement suffirait à fonder la thèse d'une intervention de caractère hostile dans une zone jouissant jusqu'alors d'une comparative immunité. Or c'est un fait vérifié dans l'histoire et passé même en force de norme internationale qu'une grande puissance ne saurait tolérer à la longue sur ses confins ou dans son voisinage la présence d'un Etat qui lui est ouvertement hostile ou qui est prêt à faire le jeu d'un ennemi potentiel de ladite puissance. Nul Etat d'importance mondiale ne s'est montré plus soucieux que l'U.R.S.S., précisément, de s'entourer de glacis et de marches et, s'il le fallait, d'absorber ou de neutraliser des voisins réfractaires. L'invasion de la Finlande, le partage

puis la conquête de la Pologne, l'annexion des Etats baltes, la longue hésitation de Moscou à évacuer l'Autriche auraient procédé d'un souci militaire avant tout. Mais que deviennent ces précédents érigés en dogme politique par l'U.R.S.S. aussitôt qu'il s'agit du monde opposé, voué par l'histoire à la disparition? Il n'est pourtant guère douteux que Cuba joue dans le complexe défensif des Etats-Unis et dans ses préoccupations stratégiques un rôle pour le moins égal à celui de la Finlande dans la sphère d'influence de l'U.R.S.S. L'île de Cuba commande les Caraïbes; elle est toute proche des côtes de Floride et, surtout, elle est un élément essentiel à la sécurité du canal de Panama. Ce n'était pas sans de solides raisons et sans faire preuve d'un vrai sens de prévision que les Etats-Unis se faisaient reconnaître par le traité de Paris (1898) un droit à l'établissement d'une base navale dans la baie cubaine de Guantanamo. Le premier gouvernement cubain sanctionna ce droit en l'inscrivant dans sa constitution de 1901, concession qui figure aussi dans la constitution de 1940. Contre cette base gênante, le « caudillo » nationaliste Castro avait déjà dirigé son artillerie verbale. En tant que dictateur communiste, le même Castro n'a pas encore été autorisé à en faire plus. Dans l'intervalle, il s'est borné à ordonner une refonte de l'histoire cubaine pour démontrer l'inanité des droits et prétentions américaines sur leur base navale.

A la lumière des faits, est-il possible de concilier l'intervention et les desseins soviétiques à Cuba avec la doctrine de la coexistence pacifique? La réponse ne peut être que dans le sens de la négative, à moins que, à force de sophismes et d'arguties, il ne soit possible de vider cette notion de son contenu naturel ou de lui faire signifier le contraire de ce qu'elle prétend affirmer.

A la vérité, l'U.R.S.S. n'observe guère une politique de coexistence pacifique envers les Etats-Unis, mais elle pratique au contraire une politique d'hostilité prudente et gardée; elle leur témoigne une agressivité cauteleuse, mais constante. Cet antagonisme inventif et agissant, ces provocations intermit-

tentes s'inscrivent néanmoins dans une limite précise, qui est la crainte d'une guerre généralisée et le risque d'une conflagration nucléaire.

A la pression due à l'agressivité incessante de l'U.R.S.S., les Etats-Unis n'ont opposé jusqu'ici qu'une méthode invariable, celle de l'endiguement («containment»), qui souffre de tous les désavantages des stratégies de caractère purement défensif. Une fois seulement, dans l'affaire de Cuba, Washington s'est aventuré, bien à contrecœur, à lancer une riposte. Parce que celle-ci était trop lourdement grevée de scrupules et d'hésitations, parce qu'elle ne constituait qu'une demi-mesure, cette contre-attaque échoua. Nous nous référons ici au débarquement effectué à la mi-avril 1961 sur la côte sud de Cuba par une formation d'émigrés cubains armés par les Etats-Unis.

Les causes de cet échec valent la peine d'être analysées. L'expédition à Cuba fut planifiée par le même groupe d'experts américains qui naguère avaient réussi ce coup de maître de déloger du Guatemala le dictateur Arbenz et son régime communistoïde. Un contingent minuscule et bien dirigé, aidé par la résistance intérieure, avait suffi à retourner la situation.

La maturation du castrisme, la présence soviétique faisaient que le problème à résoudre à Cuba était d'un ordre tout différent. Le corps expéditionnaire était numériquement très insuffisant; le lieu de son débarquement d'un choix plus que contestable; l'absence de protection aérienne et le manque de collaboration d'armes lourdes vouaient le débarquement à la défaite. Secret percé à jour, le lancement de l'expédition n'eut aucun effet de surprise, mais il laissa le temps à la police castriste d'arrêter en quelques heures et par dizaines de milliers tous les suspects et opposants virtuels. Les formations de sabotage et de diversion, dont le rôle eût été capital, ne furent même pas alertées et mobilisées, de telle sorte que le raz de marée populaire qui, selon les calculs américains, aurait dû balayer spontanément le castrisme, n'eut aucune chance de se produire. L'enseignement de ce fait d'armes qui tourna court est qu'une velléité ne remplace pas la volonté.

La mésaventure des E.U.A. à Cuba eut de multiples et fâcheuses conséquences. La « Schadenfreude », tel le rire homérique, souleva toute l'Amérique latine. La vigilance de Washington se fit encore plus prudente jusqu'à paraître craintive. Quant à l'U.R.S.S., elle sut pousser son avantage et exploiter une situation favorable comme jamais. Fut-ce grisé par ce succès immérité ou lancé de plus belle sur la voie qu'il s'était tracée en Amérique, le Kremlin s'aventura trop loin. Il ne lui suffit plus de faire fi de la coexistence pacifique; cette doctrine fut impudemment foulée aux pieds quand les fournitures d'armes, après avoir transformé Cuba en arsenal, firent enfin de l'île une base offensive, pourvue des plus redoutables moyens de destruction massive à longue portée.

Aussitôt repérée et évaluée, cette nouvelle et grave menace plaça les Etats-Unis dans un état urgent (emergency) de légitime défense, crise qui emporta toute autre considération. C'est donc en sachant qu'il courait le risque d'être entraîné dans un conflit de première magnitude que le président Kennedy dut prendre sur l'heure les mesures militaires qui s'imposaient et faire jouer le réflexe traditionnel qu'implique la menace du recours à l'ultima ratio. Qu'est-ce à dire, derechef, sinon que l'U.R.S.S. a pris à ce moment le contrepied de la doctrine politique à laquelle elle prétend être fidèle. Cette minute de haut voltage est encore dans toutes les mémoires; elle fut suivie d'une période de haute voltige diplomatique qui paraît loin d'être finie.

En conclusion, si nous appliquons à l'analyse de l'état de choses rappelé plus haut les règles de la logique marxiste, ou dialectique, nous poserons comme proposition de départ la coexistence pacifique, puis la négation de cette thèse, c'est-à-dire son contraire: l'hostilité. Quelle sera la négation de la négation ou le troisième terme de la triade hégélienne? C'est là encore le secret de demain.

GASTON JACCARD